

3186

Doc. 7:

Rapports de missions de  
réactualisation du programme.  
Cap-Vert, Gambie, Haute-Volta,  
Mali, Mauritanie, Niger,  
Sénégal.

1980

COMPTES RENDUS DE LA MISSION

DE L'E.E.R.H. AU MALI

-----

Conformément à la décision de l'EERH, réuni à OUAGADOUGOU les 14 et 15 Avril 1980, une mission de l'exécutif a procédé, les 12, 13 et 14 Mai 1980 à l'examen des projets maliens de l'Equipe Ressources Humaines.

Cette mission, composée de MM Amesata SAR, Papa SYR DIAGNE et N'Diawar KANE, avait pour objectifs :

- de sélectionner des projets de première génération prioritaires,
- d'identifier les besoins d'assistance du Mali,
- de collaborer à la réactualisation des projets arrêtés par les responsables nationaux et
- de préparer une réunion élargie avec ces derniers.

Les projets maliens du "Programme de DAKAR réactualisé" qui avaient été présentés à la réunion de NIAMEY (Septembre 1978) sont les suivants :

- 1) - A1 - Ruralisation de l'enseignement fondamental
- A2 - Création d'une unité d'enseignement des Sciences humaines et de la recherche pédagogique à l'Institut Polytechnique de Katibougou.
- B1 - Education de base et de masse en langues nationales
- B2 - Renforcement des Centres d'Apprentissage agricole
- B3 - Création d'un Centre de Formation coopérative.

Les projets de la commission "santé - eau - nutrition" avaient déjà fait l'objet d'une démarche analogue de la part du DR WHITE.

#### POINT DE LA SITUATION DES PROJETS :

##### A1 - Ruralisation de l'Enseignement Fondamental :

Ce projet, actuellement remis sous la tutelle de l'Institut Pédagogique National, n'a pas pu faire l'objet d'une discussion approfondie parce que le responsable national de ce projet n'a pas pu rencontrer la mission. MM DIAGNE et KANE sont chargés d'organiser cette rencontre très prochainement.

##### A2 - Création d'une Unité d'Enseignement des Sciences Humaines et de la recherche pédagogique à l'Institut Polytechnique Rural de Katibougou

Ce projet reste toujours sans financement. Le Directeur de l'IPR

.../...

estime que sa réactualisation s'impose. A ce titre une assistance de l'Equipe est souhaitée.

Ce projet s'inscrit dans le programme de l'ISPRA (INSTITUT Supérieur de Pédagogie Rural et de Recherche Appliquée), à Katibougou.

Les principaux besoins exprimés sont les suivants :

1 ) Personnel à recruter :

- 1 sociologue rural,
- 1 spécialiste en vulgarisation agricole et
- 1 spécialiste en pédagogie de l'enseignement des sciences de développement rural.

2) Personnel local à former (homologues)

- 1 sociologue rural : formation au niveau du 3ème cycle et
- 1 vulgarisateur agricole : formation au niveau du 3ème cycle.

B1 - Education de base et de masse en langues nationales

Dans le cadre d'un financement global de 150 millions de Francs maliens par la Banque Mondiale, ce projet bénéficie d'une assistance de 50 millions de Francs Maliens de la part de cette institution qui doit servir à mettre en place les instruments de base et à faire de l'expérimentation à une échelle restreinte (écoles - tests).

Ce montant reste cependant insuffisant pour la réalisation du volet "stratégies éducatives nationales". En particulier, la régionalisation de l'éducation de base et de masse en langues nationales, requiert des moyens (financiers, didactiques et humains) plus importants. C'est pourquoi, la Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle a besoin d'une assistance de l'Equipe pour la formulation des aspects encore non "couverts" du programme.

B2 - Renforcement des Centres d'Apprentissage Agricole

Ce projet bénéficie d'une assistance de l'US/AID et de la Banque Mondiale.

l'USAID a déjà construit <sup>le Centre</sup> de Samé qui a commencé à fonctionner. Quant au centre de M'Pessoba, qui devait démarrer en même temps que celui de Samé, dans le cadre du même financement, il est encore au stade des études. La réalisation du centre de Samé a occasionné un dépassement budgétaire qui rend impossible celle de M'Pessoba en ce moment.

Les estimations de 1978 (5M de \$) n'ont pas été réactualisées. La Banque Mondiale quant à elle, finance les centres suivants :

- Kita (centre spécialisé en arachide et mil)
- Samanko
- Ecole des Infirmeries Vétérinaires (E.I.V.).

Si le financement couvre les frais d'infrastructure, il reste insuffisant pour l'achat de l'ensemble des équipements nécessaires.

D'une façon générale, malgré ce début d'exécution, une grande partie des besoins restent non satisfaits. Ceux-ci ont fait l'objet d'une mission d'évaluation de la Banque Mondiale. Les conclusions de cette mission sont en train d'être exprimées sous forme d'un document de projet qui sera prêt à la fin du mois de Juin.

### B3 - Création d'un Centre de Formation Coopérative

Ce projet connaît également un début d'exécution grâce à une assistance financière de la Norvège. Celle-ci s'est déjà traduite, depuis septembre 1979, par le recrutement de 4 experts pour 2 ans 1/2 et la formation d'homologues. Il reste qu'un financement complémentaire dont la requête figure en annexe de ce document, est nécessaire.

Ce complément devrait servir à renforcer les 3 centres existants et à créer le centre national et les autres centres régionaux (cf document en annexe).

### C O N C L U S I O N

Au Mali, la plupart des projets du PDD connaissent un début d'exécution. Mais, leur réalisation entière nécessite la mobilisation d'autres fonds. Pour cela, une assistance du CILSS est indispensable.

Tous les responsables rencontrés (cf liste ci-dessous) ont exprimé leur accord pour l'organisation d'une grande réunion, au niveau national, avec les représentants des sources de financement présents à BAMAKO et les responsables de l'ERH autour de ces projets.

### LISTE DES PERSONNALITES RENCONTREES :

- M. OUE<sup>DI</sup> DIALLO -- Représentant National du C.I.L.S.S.  
 M. WANE -- Directeur Adjoint de la DNAPLA

- M. Habib DIOP -- Directeur des Centres d'Apprentissage Agricole  
M. Boubacar GUINDO -- Chef de Division de l'Enseignement Technique Agricole  
M. Zakaria TRAORE -- Directeur Général de la Coopération  
M. Djimé DIAWARA -- Directeur Général Adjoint de la Coopération.

b) Projet de création d'un centre national de développement communautaire

qui comporte les volets ci-dessous :

- recherche appliquée en socio-économie
- formation et recyclage des agents de développement communautaire
- formation des leaders ruraux des groupements villageois

Le dossier de ce projet qui se chiffrait à 264 300 000 FCFA a été soumis à la RFA depuis 1978. Les responsables n'ont pas encore enregistré de réaction des bailleurs de fonds pour ce projet qui pourtant rentre dans le cadre des priorités nationales (1). Il existe en Haute Volta des écoles classiques de formation à orientation purement technique (telle Matourkou, école d'élevage de Ougadougou etc) mais il faut noter qu'il s'agit là d'un centre de formation et d'animation qui comportera des activités aussi diverses que :

- l'animation d'associations de bénévoles organisés dans des centres villageois ;
- recherche et études socio-économiques sur la participation des populations aux actions de développement ;
- analyses et évaluations des projets socio-économiques.

Aussi importants que soient les objectifs de ce projet, il faut noter qu'à ce jour les responsables n'ont encore enregistré aucune réaction des sources de financement.

c) Le 3e projet des Institutions rurales qui s'intitule "appui à la cellule d'économie familiale" est un programme d'assistance aux groupements féminins (octroi de crédits avec participation des paysans sous forme d'investissements humains). Le projet est estimé à 362 100 dollars soit pour une durée de 5 ans. Ce projet est en cours d'exécution et est soutenu par l'USAID.III. LES PROJETS DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Ce projet d'ouverture d'antennes régionales de formations d'artisans ruraux vise à la décentralisation de l'action de formation des artisans ruraux et émane de l'ONPE. D'un coût global de 22 800 000 FCFA, le projet couvre la période 1979-1982. Les antennes au nombre de 4 sont installées à Dédougou, Fada, etc. Les deux premières sont supportées par un financement suisse et les 2 autres par l'USAID.

#### IV. LES PROJETS DE L'EDUCATION NATIONALE

Ces derniers au nombre de deux sont sinon les plus importants du moins les plus avancés. Les deux sont groupés sous le chapeau "appui à la réforme de l'éducation".

1. Projet de recherche et d'expérimentations pédagogiques en langues nationales : Il s'agit là d'un projet conjoint UNESCO Haute/Volta dont la phase préparatoire est terminée depuis Juillet 1978. Ce projet d'assistance à l'INE (Institut National d'Education) inscrit sous UPV 74035 est actuellement dans la phase II. ou phase expérimentale qui prendra fin en Décembre 1983. Le financement de ces deux premières phases est assuré. Toutefois, une requête a été soumise pour la poursuite du financement PNUD pour la phase d'évaluation 1982-1986. Les problèmes qui se posent au niveau de cette rubrique sont de 2 ordres. Le 1er a trait aux difficultés de recouvrement de la contrepartie voltaïque. Les responsables souhaitent trouver une aide pouvant couvrir cette contribution de la Haute Volta. Le second relève du projet d'extension de l'expérience et donc de la poursuite du financement. Il est prévu une extension partielle en Octobre, qui se résume à l'ouverture de 17 nouvelles écoles expérimentales :

- 2 écoles pour le peulh
- 5 écoles pour le dioula
- 10 écoles pour le moré

Ces écoles vont s'ajouter à 28 autres ouvertes en Octobre 1979.

- 4 pour le peulh
- 10 pour le dioula
- 14 pour le moré

D'autres sources ont été sollicitées à cette fin (FENU, La Hollande, le Canada).

2. Le projet de l'ENEP (Ecole nationale des Enseignants du Primaire) s'articule sur ce programme et est chiffré à 410 000 000 FCFA. Les responsables ont enregistré l'accord de la Hollande pour le financement de ce projet et l'ENEP ouvrira en 1983. De même le FENU a donné son accord de principe pour couvrir le financement d'un complément d'équipements de l'école. Le Canada quant à lui est sollicité pour l'ouverture d'une imprimerie scolaire.

Dans le cadre de l'établissement d'un bilan exhaustif des projets de formation confiés à l'Unité des Ressources humaines, et en application des recommandations de la 3e Session du Comité Exécutif des Ressources humaines (CEERH)(1), il a été effectué une mission de réactualisation auprès des responsables des différents services nationaux de la Haute Volta.

La mission portait sur 8 projets dont le coût global est estimé à 1.021 537 320 FCFA et qui se répartissent en trois groupes selon leur provenance(2).

- . Projets du Ministère du Développement rural au nombre de 5.
- . Projets du Ministère de la Fonction Publique et du Travail qui émane de l'ONPE (3)
- . Projet du Ministère de l'Education nationale, au nombre de 2.

## I. OBJECTIFS DE LA MISSION

Cette réactualisation, sans être une mission d'évaluation, avait pour but de déterminer l'état d'avancement (aussi bien sur le plan du financement que de l'exécution) desdits projets, qui, pour la majeure partie, ont été soumis au CILSS dans le courant des années 1977-1978 en vue de la rencontre avec les donateurs en Septembre 1978 à Niamey. La mission s'inscrit dans le cadre général de la recherche des voies et moyens en vue d'une valorisation accrue des ressources humaines, tel qu'il a été défini dès la création du Comité Exécutif des Ressources humaines.

## II. RESULTATS DE LA MISSION

Ce qui suit fait état des situations respectives des différents projets que nous avons groupés sous 3 rubriques comme mentionné ci-dessus.

### A. Les projets du Ministère du Développement rural

1. Projet de la Direction de la Planification rurale : Il s'agit là d'un projet de renforcement des statiques agricoles. Les responsables de ce service déplorent l'inexistence de données fiables en matière de statiques agricoles et en corrolaire toutes les difficultés que revêt la programmation. Ils attribuent cette situation à la modicité des moyens mis à leur disposition<sup>et</sup> qui se manifeste par une insuffisance aussi bien matérielle que technique.

(1) Recommandation relative au suivi du programme de 1ère génération de l'Equipe.

(2) Se référer au tableau 1.

V. ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS FORMATION HAUTE VOLTA

I. PROJETS ENTIEREMENT FINANCES

1. Ouverture d'antennes régionales de formation d'artisans ruraux
2. Création d'un fonds de développement communautaire
3. Renforcement des statistiques agricoles
4. Appui à la cellule d'économie familiale

II. PROJETS EN EXECUTION PARTIELLEMENT FINANCES

1. Réforme de l'Education nationale
  - Recherche et expérimentations en langues
  - Création d'une école des Enseignants du Primaire (EIEP)

III. PROJETS N'AYANT PAS RECU DE FINANCEMENT

1. Formation des personnels et paysans au sein de l'AVV
2. Création d'un centre national de développement communautaire

TABIEAU RECAPITULATIF SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS FORMATION HAUTE VOLTA

Etat	Titre du Projet	Description sommaire	Coût	Sources de financement	Observations		
Projets financés	1. Création d'un FDC (Fonds de Développement Communautaire)	- Centre villageois	60 000 000	Subvention Suisse	en cours d'exécution		
		- Equipement d'alphabétisation					
		- Magasins de stockage					
		- Aménagement de puits					
Projets financés	2. Appui à la cellule d'économie familiale	- Amélioration piste etc.	101 388 000	USAID	en cours d'exécution		
		- formation des cadres					
		- renforcement et restructuration groupements féminins					
		- formation, recyclage des cadres - Equipements					
Projets financés	3. Renforcement des statistiques agricoles	4. antennes en vue d'une décentralisation (Groua, Fada, Dédougou, etc.)	22.800 000	Suisse USAID	en cours d'exécution		
						Projets en cours d'exécution	
							Projets en cours d'exécution
Projets financés en cours d'exécution	1. Recherche et expérimentations en langues nationales	- Education de masse	316 400 000	PMUD UNESCO Haute Volta	Ecole ouvrira en 1983		
						2. Création d'une école des Enseignants du Primaire	
Projets n'ayant pas reçu de financement	1. formation des personnels et paysans au sein de l'AVV	Construction Centre, salle de réunions Construction logements stagiaires Alphabétisation Recyclage et formation	80 000 000	Soumis FENU	Projets à reformuler		
						2. Création d'un centre National de Développement Communautaire	

Sauf total 8 projets pour un coût global de 1 021 537 320

1.021 537 320  
344 300 000  
06 77237320

CONCLUSION ET REMARQUES

Au total sur les 8 projets, quatre sont financés et en cours d'exécution, deux sont partiellement financés. A ce niveau le recouvrement de la contrepartie voltaïque demeure un problème majeur. Quant aux deux autres, ils n'ont pas reçu de financement. Compte tenu du manque d'intérêt des donateurs pour les deux derniers dossiers, il est nécessaire de reformuler ces projets en tenant compte des remarques suivantes :

L'importance numérique des volets construction de locaux et de logements (que l'on constate aussi bien au niveau du projet de centre national de développement communautaire) dans laquelle se noient les activités réelles constituant des arguments solides en faveur des deux dossiers (à savoir formation, recyclage etc) et susceptible d'inciter les bailleurs de fonds à observer une attitude de réserve. Il importe donc de reprendre ces dossiers afin d'en trouver une formulation judicieuse.

D'autre part, nous rappellerons, à propos du projet CNDC le point de la stratégie des Ressources humaines qui insiste tout particulièrement sur la nécessité de revaloriser les institutions de formation déjà existantes dans la sous région. Il se trouve que le CESEAO aussi bien que l'IPD/AOS qui sont des organisations régionales régies par les mêmes objectifs que ceux envisagés pour le CNDC et qui ont leurs sièges en Haute Volta, respectivement à Bobo Dioulasso et Ouagadougou. Nous pensons qu'en un 1er temps le CILSS devrait étudier en commun accord avec le CESA, l'IPD/AOS et la Direction des Institutions rurales de Haute Volta, les voies et moyens d'une coopération plus efficace en matière de formation en développement communautaire. Toutefois, le projet CNDC pourra être envisagé ultérieurement tel que le souhaite les responsables voltaïques.

Enfin, nous insistons encore une fois sur la nécessité pour le CILSS de trouver une formule de suivi des projets qu'il a introduits auprès des bailleurs de fonds. ~~Ceci pour éviter de se trouver toujours sur la banc des accusés.~~

/-) N N E X E I

/)/OTE RELATIVE A L'INTERET QUE REPRESENTE LA MISE EN OEUVRE  
DU CENTRE DE FORMATION COOPERATIVE --

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Le but général du Projet est d'aider le Gouvernement Malien, et en particulier la Direction Nationale de la Coopération, à promouvoir une plus grande participation du Mouvement Coopératif au développement économique et social du Pays, en particulier en ce qui concerne le Monde Rural, et conformément aux recommandations formulées par la Commission Interministérielle chargée de l'étude des mesures de relance des coopératives (Juin 1975).

Dans ce cadre général, les objectifs du Centre de Formation pourraient être les suivants :

- Formation au métier et recyclage en cours d'emploi des fonctionnaires et Agents de la Direction Nationale de la Coopération (Cadres de conception, de relation et d'exécution) ;
- Appui à la formation des formateurs nationaux et régionaux de la coopération ;
- Participation à l'élaboration et à l'expérimentation des programmes d'éducation coopérative à mener au niveau des diverses instances des Organismes Coopératifs ;

-- Assistance à la gestion des Organismes Coopératifs et Pré-coopératifs avec mise au point de systèmes de comptabilité, gestion et contrôle susceptibles d'être généralisés ;

-- Recherches coopératives liées à l'analyse de la situation des divers secteurs ;

-- Assurer la formation coopérative dans les Etablissements d'Enseignement Fondamental et Supérieur ;

-- Création, production et évaluation d'outils pédagogiques permettant la déconcentration des moyens de formation ;

-- Etudes des expériences Africaines en matière coopérative : Organisation de séminaires, stages, échanges, voyages d'études encadrés ;

-- Collaboration avec les autres secteurs de l'Education et de la Formation au Mali (Education Nationale, Alphabétisation Fonctionnelle, Animation Rurale, Développement Communautaire, Service formation d'autres Institutions...).

Ainsi comme on pourra le constater, les objectifs du Centre de Formation répondront aux divers besoins de formation exigés par la relance du Mouvement Coopératif à la lumière des analyses faites tant sur le plan des situations géographiques du Mouvement, que des secteurs ou branches d'activités et du niveau requis de l'encadrement administratif ou professionnel.

Il faut bien toutefois noter, que ces objectifs ne pourront être atteints que progressivement, ce qui nécessite une hiérarchisation de ceux-ci à la fois en fonction des priorités d'action déjà engagées et de leur répartition à court, moyen et long terme, et tenant compte des conditions environnantes suivantes :

1 - Le Centre de Formation ne sera pas une structure parallèle à la Direction Nationale de la Coopération, mais s'intégrera au dispositif existant de celle-ci :

-- Intégration des Experts à l'Equipe de Formateurs de la Direction Nationale de la Coopération.

-- Intégration des programmes et méthodes à la politique et aux stratégies de formation dégagées par la Direction Nationale de la Coopération.

2 - La construction des bâtiments au centre à Koutiala si elle est une nécessité à terme afin de doter le Mali d'un outil privilégié de formation et d'information des ruraux n'est pas un préalable à la réalisation de certains objectifs et pourra donc être évolutive.

3 - l'intervention du Centre de formation se situe à un moment opportun si l'on considère :

-- que la réussite des premières expériences de Relance Coopérative, notamment en 7e Région, engage la Direction Nationale dans une phase d'extension de cette relance, qui passe elle-même par l'intensification des actions de formation et l'accroissement des moyens humains et matériels nécessaires à leur réalisation.

-- que la nécessité pour la Direction Nationale de la Coopération de faire face aux besoins de formation des programmes de relance d'autres régions, de nouveaux secteurs et de nouveaux publics font du Centre de Formation, un outil complémentaire au dispositif de formation existant. Cette complémentarité s'exprimera par l'appui que le Centre pourra apporter aux actions déjà engagées (notamment en moyens pédagogiques) et par la mise en oeuvre de nouveaux domaines ou niveau de formation (Formation à la gestion, "Formation au métier" des nouveaux cadres, sensibilisation à la doctrine coopérative dans les écoles et enseignement supérieur).

4 -- Notons enfin le fait, que l'articulation nécessaire entre les Opérations de Développement et le Mouvement Coopératif, qui s'affirme au fil des temps par la conclusion de Protocoles d'Accord entre ces deux types d'intervention en milieu rural, appelle la Direction Nationale de la Coopération à servir de nombreux autres Projets et Programmes ayant une composante coopérative, notamment en assurant la formation des cadres et des Formateurs, mais aussi celle du personnel de Gestion pour les Coopératives.

Le Centre apportera dans ce domaine une assistance particulière en mettant au point les méthodes coopératives les plus adaptées aux conditions particulières des différents secteurs d'activités Coopératives du Mali.

En définitive et à la lumière des différentes composantes de la problématique d'intervention du Centre de Formation Coopérative, l'on pourrait définir la hiérarchisation suivante des objectifs assignés :

a) A court terme :

- Création, production et évaluation d'outils pédagogiques
- Assistance à la gestion des coopératives et mise au point d'un système comptable.

b) A moyen terme :

- Formation et recyclage des Agents de la Coopération ;
- Appui à <sup>la</sup> formation des formateurs ;
- Participation aux programmes et éducation coopérative ;
- Collaboration avec les autres secteurs éducatifs

c) A long terme :

- Recherches Coopératives
- Etudes et exploitation des expériences Africaines les mieux réussies.

Moyen spécialisé d'application de la politique générale de formation coopérative définie par le Gouvernement Malien et conduite par la Direction Nationale de la Coopération, le Centre de Formation Coopérative devra répondre aux différents besoins identifiés à tous les niveaux de l'encadrement et des responsables coopératifs, et favoriser l'information coopérative des autres secteurs.

Il sera ainsi, un maillon essentiel pour faire en sorte que la Coopération devienne une nécessité comprise de tous conformément au vœu exprimé par le Ministre du Développement Rural lors de la séance de travail qu'il a eue avec les cadres de la Direction Nationale de la Coopération à l'occasion de sa visite du 18 Septembre 1979./.-

Bamako, le 25 Septembre 1979



RAISONS D'UNE DEMANDE DE CO-FINANCEMENT :

- L'Intérêt de diverses sources de financement vis-à-vis de ce Projet et la détermination du Gouvernement Malien d'en faire un Projet prioritaire, vient de se voir reconnu par le financement obtenu de la NORVEGE qui vise à la prise en charge du fonctionnement pédagogique du Centre par la mise à disposition de celui-ci pour une période de 2 ans et demi de 4 Experts des frais de formation de leurs homologues maliens, et du fonctionnement pédagogique de divers stages destinés aux Agents de la Coopération et Administrateurs des Coopératives.

- Pour sa part le Gouvernement Malien voit dans ce Projet la possibilité de se doter d'un outil spécialisé en matière de formation et d'éducation coopératives, sorte de creuset d'étude, de formation et d'application de l'expérience malienne de relance coopérative, qui devrait prochainement entrer dans sa phase d'extension, compte tenu des résultats obtenus par celle-ci en 6ème et 7ème régions (Région de Gao et Tombouctou) et qui ne manque d'ailleurs d'attirer l'attention de nombreuses missions étrangères, particulièrement des pays Sahéliens.

- Le Centre de Formation pourrait ainsi dans le même ordre d'idée devenir à terme, une Institution de Formation à vocation sous-régionale, notamment par sa spécialisation dans le domaine de la gestion des Organismes Coopératifs, assurant ainsi la complémentarité des formations dispensées dans d'autres Instituts de la région.

- Pour ce faire le Gouvernement Malien a d'ores et déjà pris la décision d'accorder un terrain pour l'édification du Centre, de mettre à la disposition de celui-ci le Personnel Malien nécessaire et de demander au secteur coopératif de participer à sa propre formation par une contribution au financement du fonctionnement du Centre.

Mais la situation économique du MALI, elle-même longuement influencée par le contexte économique international défavorable ne peut faire face à l'ensemble des investissements que nécessite un tel Centre, notamment dans sa phase initiale et souhaitable donc que d'autres Agences et Organisations puissent l'aider à financer les compléments nécessaires.

COMPLÉMENTS DE FINANCEMENTS NECESSAIRES :

Ceux-ci portent sur 3 domaines :

1/ -- L'Investissement en bâtiments qui pourrait comprendre :

- les bâtiments de formation
- les bureaux nécessaires à la gestion du Centre
- les logements des personnels maliens et expatriés permanents du Centre
- les logements destinés aux stagiaires

L'ensemble de cet investissement est actuellement estimé à 150 Millions de francs maliens, soit environ 353 000 dollars US

2/ -- L'Equipement de ces divers bâtiments (salle de cours, bureau, litérie, cuisinier...) estimé à 50 millions de francs maliens soit environ 118 000 Dollars US

3/ L'Equipement en moyens de déplacement des homologues maliens aux Experts expatriés puisque le Centre intégré dans une région du Mali devra étudier, appliquer et engager ses formations à partir et en direction du terrain. Ce chapitre est estimé à 35 Millions de francs maliens soit 82 000 Dollars US.

4/ -- Total du Complément de financement

- 235 000 000 de francs maliens soit 553 000 dollars US.

Sans la participation extérieure à ce complément de financement, LE CENTRE DE FORMATION COOPERATIVE DE KOUTIALA aura beaucoup de mal à être réalisé et privera ainsi le Mouvement Coopératif Malien de l'Outil privilégié dont il a un besoin urgent.

A cet effet, le Gouvernement Malien souhaitant la création rapide de ce complexe, soumet à l'attention du PNUD et du BIT, qui avaient déjà manifesté son intérêt pour ce Projet, sa requête de complément de financement.--

FAIT A BAKO, le 13 SEPTEMBRE 1979.

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)

CLUB DU SAHEL

EQUIPE DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORT DE LA MISSION DU COMITE EXECUTIF  
DE L'EQUIPE DES RESSOURCES  
HUMAINES

N'Diawar KANE  
Rapporteur de l'Equipe

Alioune SALL  
Animateur de l'Equipe

RAPPORT DE LA MISSION DU COMITE EXECUTIF DE L'EQUIPE  
DES RESSOURCES HUMAINES (CEERH)  
EN REPUBLIQUE DU NIGER (26-30 MAI 1980)

---

INTRODUCTION

En application des recommandations issues de la 3e session du Comité Exécutif de l'Equipe des Ressources Humaines (CEERH) tenue à Ouagadougou les 17 et 18 janvier 1980, et notamment de celle relative au suivi du Programme de Première Génération de l'équipe, une mission du CEERH a séjourné à Niamey (République du Niger) du 26 au 30 mai 1980.

Le rapport qui suit rend compte des résultats acquis par la mission qui comprenait Monsieur Alioune SALL, Conseiller pour les Ressources Humaines au Secrétariat Exécutif du CILSS et animateur du CEERH et Monsieur N'Diawar KANE, Directeur de la Formation à l'Institut du Sahel et rapporteur de l'Equipe des Ressources humaines.

Dans une première partie sont présentés les objectifs de la mission ; le déroulement de la mission est développé dans la deuxième partie ; les résultats atteints font l'objet de la troisième partie ; quelques recommandations, enfin, sont formulées dans la quatrième partie de ce rapport auquel est annexée pour la compléter, une liste des personnalités rencontrées par la mission.

I. OBJECTIFS DE LA MISSION

Les objectifs de la mission étaient au nombre de trois.

a) Le premier était de renouer le contact avec les cadres du Niger et les responsables de l'assistance bi ou multilatérale dans ces pays intéressés par la mise en oeuvre des projets ressources humaines présentés au CILSS par les pays. Cette tâche s'avèrait d'autant plus urgente que des transformations substantielles se sont opérées dans l'équipe depuis sa dernière rencontre avec les donateurs (septembre 1978 à Niamey) avec, notamment, la création d'un Comité Exécutif chargé, entre les sessions élargies de l'équipe, de poursuivre la réflexion sur les voies et moyens d'une valorisation accrue des ressources humaines du Sahel et d'assurer le suivi des projets du Programme de Première Génération qui en sont le moyen.

.../...

b) Le second objectif de la mission était de faire le point sur l'état d'avancement des projets ressources humaines qui avaient suscité un intérêt de la part des sources de financement. Dans le cas du Niger le nombre de projets de ce type s'élevait à quatre (4) sur (7 projets présentés) pour un coût approximatif de US \$ 46 000 000. Quelques données fournies par des sources de financement dans le courant de l'été 1979, complétées par les informations fournies par la délégation du pays à l'occasion du 12e Conseil des Ministres du CILSS (Ouagadougou 11 - 12 janvier 1980) avaient permis une première approche de l'état actuel du financement de ces projets mais nombre de lacunes subsistaient encore, qu'il devenait urgent de combler afin de parvenir à une photographie plus précise de la situation des projets ressources humaines.

c) Le troisième objectif de la mission était d'une part de s'assurer auprès des responsables concernés de la pertinence d'un certain nombre de projets inscrits au programme de l'équipe depuis 1977 mais pour lesquels aucune source de financement n'a manifesté jusqu'ici un intérêt particulier et d'autre part, dans les cas où l'intérêt des responsables pour ces projets était établi, de procéder à la réactualisation des données de base contenues dans les fiches de projets et quelquefois altérées par le temps.

## II. DEROULEMENT DE LA MISSION

Conformément aux dispositions arrêtées avec le Correspondant national du CILSS, Monsieur Moussa SALEY, la mission a débuté son travail par un entretien avec le Directeur de la Formation au Ministère du Développement Rural, Monsieur MAYAKI.

C'est avec lui qu'a été élaboré le programme de travail, de la mission qui comportait des rencontres avec différents services ou départements nationaux d'une part, des sources d'assistance bi ou multi-latérale d'autre part. En annexe est donnée la liste des responsables ainsi rencontrés.

La mission s'est terminée par une séance de travail avec le Correspondant National du CILSS au cours de laquelle lui ont été présentés les résultats de la consultation.

### III. RESULTATS DE LA MISSION

Dans les lignes qui suivent vont être présentés les derniers développements des projets Ressources humaines tels qu'ils ont pu être connus de la mission. Pour la clarté de l'exposé, ces projets sont regroupés en 2 catégories selon qu'ils ont ou non suscité un intérêt des sources d'assistance bi ou multilatérale lors de la rencontre organisée par les secrétariats du CILSS et du Club du Sahel à Niamey en Septembre 1978.

#### 1) Projets ayant suscité un intérêt à Niamey

##### 1.1. Création d'un fonds de formation et de recyclage des cadres supérieurs du Développement rural.

Les objectifs qui viciaient le projet consistaient en :

- Formation des cadres supérieurs dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage ;
- Intensification et systématisation des échanges techniques entre pays sahéliens.

Plus que jamais ces objectifs constituent, au Niger, une préoccupation majeure.

C'est qu'en effet si la déficience en cadres est générale, elle se manifeste avec une acuité toute particulière dès lors qu'il s'agit de cadres supérieurs du niveau A1. Un document de la Direction du Plan (1) datant de 1977 faisait apparaître à l'horizon 1982 un déficit de 64 cadres de ce niveau rien qu'en partant des prévisions des projets de développement.

Pour parer à ces déficits prévisibles, de grands efforts ont été déployés par les responsables nigériens.

Deux faits au moins en attestent :

- d'abord l'intégration d'une composante formation dans chacun des projets de développement régional mis en oeuvre au Niger.
- ensuite la création, en Septembre 1979, d'un ministère de l'enseignement supérieur appelé à jouer un rôle majeur dans la planification des ressources humaines et dont relèvera, selon toute vraisemblance, le projet présenté au CILSS en 1977.

.../...

(1) Direction du Plan - Programmation des besoins et prévisions des ressources ;

Des efforts non moins importants ont été déployés par la Communauté internationale.

Il n'est que de citer, à cet égard, l'accord de subvention (2) à portée limitée entre la République du Niger et les Etats Unis d'Amérique. Grâce à ce projet d'un montant de cinq cent quinze mille dollars (US \$ 515 000), des cadres Nigériens du secteur public ont pu recevoir tant aux Etats Unis qu'en Afrique des formations de courte ou longue durée dans des domaines prioritaires qui vont contribuer au développement économique et social du pays : agronomie, médecine vétérinaires, planification des ressources naturelles, pêches, santé, anthropologie sociale, communications, gestion, Sciences de l'Education etc.... Cette conjonction des efforts des responsables nigériens et de la Communauté internationale a permis de répondre aux besoins qui avaient été identifiés en 1977.

Elle rend nécessaire une réactualisation des données quantitatives contenues dans la fiche de projet présentée par le CILSS aux donateurs en Septembre 1978. Cette réactualisation se fera, selon toute vraisemblance, en baisse pour certains services qui ont bénéficié, dans le cadre du projet sus-mentionné d'une part, à la faveur des projets de développement régional d'autre part, d'un certain nombre de bourses de formation ou de recyclage de leurs cadres alors que d'autres services, elle fera apparaître, selon toute vraisemblance également, des déficits plus importants que ceux prévus en 1977. Mais peut être même qu'au delà de la réactualisation, il faut envisager une reformulation du projet compte tenu des résultats encourageants obtenus dans la formule pratiquée au Niger qui consiste à faire dans la composante formation des cadres supérieurs une dimension importante de tout projet de développement rural.

Sur ces hypothèses comme sur d'autres relatives à la gestion du projet par exemple, le Directeur des Ressources humaines au Ministère du Plan -avec qui la mission a eu à travailler conformément aux dispositions arrêtées par les responsables du Ministère du Développement rural - doit,

.../...

(2) Sahel Manpower Development Project. AID Project Number 6250936

de concert avec ses prédécesseurs et ses collègues du Ministère de l'Enseignement supérieur, se prononcer.

La formule retenue consiste à adresser au Secrétariat Exécutif du CILSS une lettre qui indiquerait :

- la pertinence ou non du projet
- dans le cas où l'intérêt des responsables nigériens serait confirmé, le type d'appui requis du CILSS.

4.2. Assistance à l'Association des Femmes du Niger, (AFN) en matière de conception, formulation et direction de l'exécution des projets de développement spécifiquement féminins.

En collaboration avec les services techniques compétents, les instances de l'AFN ont choisi en 1977 3 domaines d'actions prioritaires.

- Equipement des campagnes nigériennes en machines pour le traitement et la transformation du mil
- Mise en place de centres artisanaux ruraux
- Formation des cadres féminins.

En Août 1978 lorsque séjourna au Niger la mission chargée de réactualiser le programme ressources humaines du pays pour soumission aux donateurs, seul le premier domaine cité avait été élaboré en détail. Pour une première phase d'une durée de 2 ans, les coûts du projet étaient estimés alors à 59 443 000 F.

L'USAID, le FNUAP et le PNUD se montrèrent particulièrement réceptifs à l'égard du projet.

L'intérêt de l'USAID fut confirmé en Août 1979 au Secrétariat Exécutif du CILSS mais sans aucune indication sur l'enveloppe envisagée. Le PNUD pour sa part a réservé, selon les informations fournies par Monsieur JALEM, une enveloppe de 25 000 \$ US sur le C. I. P. national pour une consultation dont le principal objectif serait de déterminer l'envergure exacte du projet. Toutefois, cet intérêt du PNUD semble être resté inconnu des responsables de l'AFN qui n'ont donc pu entreprendre les démarches nécessaires pour le traduire en engagement ferme.

.../...

Ces démarches seront entreprises dans les jours prochains par les responsables de l'AFN qui, par ailleurs, se sont engagés à tenir le CILSS informé des résultats de leur rencontre avec le PNUD ainsi que des besoins en assistance qui pourraient en découler.

### 1.3. Assainissement de base

Les progrès dans la mise en oeuvre de ce projet ont été très faibles jusqu'ici malgré l'intérêt qu'il avait suscité à Niamey en Septembre 1978. L'USAID qui avait alors manifesté son intérêt de coopération semble pour l'instant n'envisager son action dans le secteur qu'à travers le projet de santé rurale qu'il finance depuis l'année dernière pour une période de 5 ans. Les responsables nigériens rencontrés souhaitent donc que d'autres sources de financement soient approchées et sensibilisées à l'importance qu'ils accordent au projet.

### 2) Projets n'ayant pas suscité d'intérêt à Niamey

2.1. Création de 3 antennes régionales d'appui et de formation permanente des cadres de développement rural.

La formation des cadres de base du développement rural (agents techniques, agents de coopération) à l'analyse socio-économique (enquêtes, participation) et à la programmation locale (élaboration de programmes pluri-annuels en vue de leur financement sur les budgets d'arrondissement) constituent, pour les responsables nigériens, une priorité importante. De la réflexion sur les voies et moyens les plus appropriés pour y parvenir dans les meilleurs délais est née l'idée d'un projet de recyclage des cadres de terrain du Ministère du Développement rural en remplacement du projet soumis au CILSS en 1978.

Les sept services du Ministère du Développement rural sont concernés par ce nouveau projet qui a été présenté au FED et au FAC.

Des contrats ont été pris par les responsables nigériens avec l'INADES dont le bureau de Ouagadougou assurera vraisemblablement la formation prévue dans le projet.

Les responsables nigériens ont bon espoir que la requête introduite au FED sera examinée favorablement et que la 1ère phase du projet pourra être financée sur le reliquat de trente quatre millions (34 000 000) de l'exercice FED précédent.

## 2.2. Projet C1, C2 et C4 de Santé/Eau/Nutrition

Si ces projets n'ont guère reçu de financement dans leur forme initiale, nombre d'activités qu'ils envisageaient ont démarré dans le cadre du Projet AID de santé rurale et du programme AFRICARE de services sanitaires de base. De ce fait même, une reformulation du projet s'avère nécessaire. A cet effet, des correspondances ont été échangées entre le Secrétariat Exécutif du CILSS et les autorités nigériennes concernées.

Le Directeur de la DEESM a renouvelé son accord de principe par une reformulation de ces projets avec l'appui du CILSS et manifesté son intention de déterminer une période appropriée pour cet exercice qui requiert une participation importante des cadres nationaux.

Le CILSS doit auparavant préciser aux responsables de la Santé la nature et le volume d'assistance qu'il peut leur apporter pour ce travail.

## IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1) Si force est de reconnaître qu'aucun des projets Ressources humaines présentés par les secrétariats du CILSS et du Club n'a été financé dans la forme où il a été présenté, force est de reconnaître également qu'un grand nombre d'actions sont en cours et qui ont une incidence directe sur les projets élaborés en 1978.

En matière de formation par exemple, il a été mentionné plus haut le démarrage du Sahel Manpower Development Project. Outre ce projet de 515 000 \$ grâce auquel 22 étudiants nigériens sont aujourd'hui en formation aux USA. Il convient de signaler l'offre par le PNUD de huit bourses d'enseignement supérieur pour la formation des formateurs de l'IPDR - Kolo., l'existence, enfin, d'une composante bourses dans les 8 projets de développement rural du pays qui sont autant de moyens de pallier le déficit en cadres supérieurs qui constituait la principale justification du projet de création d'un fonds de formation et de recyclage des cadres supérieurs du développement rural.

La même remarque peut être faite pour ce qui est de la santé. D'autres actions en cours ont une incidence indirecte mais quelquefois importante sur les projets ressources humaines de première génération.

.../...

A titre d'exemple, on peut citer l'expérience des Centres de Perfectionnement Technique dans le cadre du projet productivité du département de Niamey. Actuellement 3 centres fonctionnent qui reçoivent chacun 20 couples pour une formation d'environ 7 mois. Dans ces centres la même formation est dispensée à l'homme et à la femme qui consiste en une formation agricole et en alphabétisation fonctionnelle. Mais il n'est pas exclu qu'au cours de la 2e phase du projet (1) dont le démarrage est prévu pour janvier 1981, des programmes spécifiquement féminins soient élaborés, contribuant aussi à la promotion des femmes que poursuit l'AFN. Par ailleurs, dans le cadre du même projet, une opération expérimentale d'équipement en moulins à mil a démarré l'année dernière. L'opération fera l'objet d'une évaluation conjointe avec l'AFN dont le projet soumis au CILSS vise les mêmes objectifs.

2) Il serait prématuré d'organiser maintenant une rencontre avec les donateurs sur les projets ressources humaines du Niger. Tous appellent une réactualisation des données quantitatives qu'ils contiennent, quelques uns une reformulation assez poussée ; sans ces travaux préliminaires un engagement ferme de la Communauté internationale n'est guère envisageable à l'heure actuelle. Les responsables rencontrés l'ont bien compris qui tout en adhérant à l'idée d'une relance des donateurs souhaitent d'abord améliorer la qualité de dossiers à leur présenter, et cela avec l'appui du Secrétariat Exécutif du CILSS.

3) Il est donc recommandé que le Secrétariat Exécutif du CILSS reste en contact étroit avec les responsables du secteur Ressources humaines au Niger et se tienne prêts à leur apporter toute l'assistance qu'ils pourraient requérir pour l'amélioration des projets de première génération.

(1) Il est envisagé au cours des 5 ans que va durer cette 2e phase, une extension du projet dans l'arrondissement de Say et l'ouverture de 7 nouveaux Centres de Perfectionnement Techniques portant ainsi le nombre des centres à 10.

LISTE DES RESPONSABLES RENCONTRES

- MM Moussa SALEY : Directeur de l'Agriculture  
Correspondant national du CILSS  
Ministère du Développement rural
- Amadou Assane MAYAKI : Directeur du Bureau de la Formation  
Ministère du Développement rural
- Assane SOUMANA : Directeur des Ressources Humaines au  
Ministère du Plan
- Issa CAMARA : Directeur DEESN  
Ministère de la Santé Publique et des  
Affaires Sociales
- MMes DIALLO : Présidente de l'Association des Femmes du  
Niger (AFN)
- Aïssata MCUNKELA : Secrétaire Générale de l'A.F.N.
- MM Jay P. JOHNSON : Directeur de la mission USAID au Niger
- Herbert MILLER : Chef de Programme à l'USAID
- Patrick Mc DUFFIE : Chargé des Ressources humaines,  
Directeur du Projet USAID à l'IPDR - Kolo
- Mark WENTLING : Co-Directeur du Projet Productivité Niamey
- JALEM : Chargé de Programme au PNUD

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)

---

CLUB DU SAHEL

EQUIPE DES RESSOURCES HUMAINES

Rapport de la mission du Comité Exécutif de  
l'Equipe des Ressources Humaines au Sénégal  
et en Mauritanie  
(23 Juin - 4 Juillet 1980)

N'Diawar Kane  
Rapporteur de l'Equipe

Alioune SALL  
Animateur de l'Equipe

## INTRODUCTION

En application des recommandations issues de la 3<sup>e</sup> Session du Comité Exécutif de l'Equipe des Ressources Humaines (CEERH) tenue à Ouagadougou les 17 et 18 janvier 1980, et notamment de celle relative au suivi du Programme de Première Génération de l'équipe, une mission du CEERH a séjourné à Dakar et Nouakchott du 23 Juin au 4 Juillet 1980.

Le rapport qui suit rend compte des résultats acquis par la mission qui comprenait Monsieur Alioune SALL, Conseiller pour les Ressources Humaines au Secrétariat Exécutif du CILSS et animateur du CEERH et Monsieur N'Diawar KANE, Directeur de la Formation à l'Institut du Sahel et rapporteur de l'Equipe des Ressources Humaines.

Dans une première partie sont présentés les objectifs de la mission ; les résultats atteints font l'objet de la deuxième partie ; quelques recommandations, enfin, sont formulées dans la quatrième partie de ce rapport auquel est annexée, pour le compléter, une liste des personnalités rencontrées par la mission.

### I. OBJECTIFS DE LA MISSION

Les objectifs de la mission étaient au nombre de trois.

a) Le premier était de renouer le contact avec les cadres du Sénégal et de la Mauritanie et les responsables de l'assistance bi ou multilatérale dans ces pays intéressés par la mise en oeuvre des projets ressources humaines présentés au CILSS par les pays. Cette tâche s'avérait d'autant plus urgente que des transformations substantielles se sont opérées dans l'équipe depuis sa dernière rencontre avec les donateurs (Septembre 1978 à Niamey) avec, notamment, la création d'un Comité Exécutif chargé entre les sessions élargies de l'équipe, de poursuivre la réflexion sur les voies et moyens d'une valorisation accrue des ressources humaines du Sahel et d'assurer le suivi des projets du Programme de Première Génération qui en sont le moyen.

### II. RESULTATS DE LA MISSION

Dans les lignes qui suivent vont être présentés les derniers développements des projets Ressources Humaines tels qu'ils ont pu être connus de la mission.

#### A. Sénégal

Outre 2 projets santé-eau-nutrition- sur lesquels la mission ne s'est pas penchée, l'expert en santé publique qui avait été retenu pour la mission n'ayant pu se libérer à temps - le programme ressources humaines de première génération comptait 3 projets éducation-formation. Il s'agit des projets :

- . ENDEA : soutien à la formation des cadres ;
- . Maisons familiales rurales : extension du réseau existant ;
- . Groupements de promotion féminine en milieu rural.

De ces 3 projets, seuls les deux derniers ont fait l'objet d'investigations, le premier étant déjà opérationnel grâce à un financement de l'USAID.

#### 1. Maisons Familiales Rurales : extension du réseau existant

Le projet qui visait à un doublement du réseau pendant la période du Vè Plan avait suscité un vif intérêt lors de la rencontre de l'Equipe avec les bailleurs de fonds en septembre 1978 à Niamey de la part de l'USAID, des Nations Unies (Département de la Coopération Technique) et du FAC. Malheureusement, très peu de progrès ont été enregistrés depuis lors en termes de financement. La période semble cependant propice pour une relance du projet.

En effet, au cours des deux années écoulées depuis la réunion de Niamey, beaucoup de sources de financement, se sont penchées sur le projet et ont abouti à des conclusions qui convergent pour mettre en lumière le caractère novateur du projet, l'originalité de la démarche éducative qui le sous-tend et tout l'intérêt que peut représenter ce type d'approche de la formation dans les environnements sahéliens.

Ces évaluations, études de factibilité, recherches-actions consacrées créées au projet et financées par l'ACDI, l'USAID, le CRDI, le FAC pour ne citer que les plus récentes permettent aujourd'hui d'envisager l'élaboration d'un document de projet plus complet. Un facteur critique particulièrement mis en évidence par ces divers travaux est la question du rythme de formation des moniteurs qui a évidemment une incidence directe sur le rythme d'implantation des centres. Par exemple, il est largement établi aujourd'hui -et les responsables sont du même avis- qu'il n'est pas envisageable d'ouvrir 12 centres nouveaux par an comme prévu dans le projet soumis au CILSS en 1978 sans mettre en danger la qualité de la formation des moniteurs.

La réflexion s'est poursuivie également sur un autre facteur critique du développement des M.F.R. : il s'agit du rôle des associations villageoises et de l'association nationale vis-à-vis des structures étatiques. La question est d'une importance capitale

3.  
compte tenu du danger réel qu'il y a de "voir l'expérience intéressante des MFR dévier en s'institutionnalisant et en devenant une structure lourde et par conséquent bureaucratique" (1).

Les responsables nationaux du projet comme les sources de financement qui y contribuent sont particulièrement sensibles à ce danger et il y a tout lieu de penser <sup>que</sup> dans un proche avenir les problèmes institutionnels qui se sont combinés aux lenteurs administratives pour retarder la reconnaissance juridique des associations nationales seront résolus.

Pour l'heure, le FAC a confirmé son intérêt pour une continuation de l'appui qu'il apporte au MFR. L'USAID qui a financé certaines MFR dans les zones où il intervient paraît également disposé à maintenir son appui.

Les responsables nationaux du projet estiment cependant qu'une réactualisation du projet est indispensable compte tenu des facteurs critiques évoqués dans les lignes qui précèdent. A leur avis, le rythme d'extension prévu dans le projet (12 MFR/an) devrait être réduit de moitié. Pour cette réactualisation, les responsables rencontrés souhaitent bénéficier d'un concours du CILSS sous forme d'un expert. Une requête dans ce sens sera introduite qui comportera les termes de référence de l'expert ainsi que les périodes les plus appropriées pour la consultation. A la suite de cette réactualisation, le projet devrait être soumis aux donateurs.

## 2. Groupements de promotion féminine en milieu rural : contribution à leur formation et à leur insertion dans les secteurs économiques et sociaux :

Ce projet est novateur à un double point de vue. D'abord il s'attache à un groupe social souvent délaissé par les opérations de développement : celui des femmes; alors que l'amélioration des conditions de vie des populations et plus indirectement l'accroissement de la production passe par une action sur ce groupe. Le projet est novateur, en second lieu, par

(1) Eléments pour une stratégie des ressources humaines dans les environnements sahéliens : le cas du Sénégal ENDA, Août 1978

sa démarche. Il s'agit en effet de promouvoir des "groupements", un type d'association précoopérative au service desquels, il n'existait jusqu'à une date récente qu'une structure de support relativement faible au niveau de l'appareil d'état.

Ce type d'action a déjà suscité l'intérêt des sources de financement. C'est ainsi que l'UNICEF a financé en 1977 la création de 20 foyers de promotion des femmes rurales. De même, le Conseil Oecuménique des Eglises a fait un don de 20 Millions CFA pour la fourniture de matériels utilisant une technologie appropriée pour alléger les travaux féminins.

En Septembre 1978, lorsqu'il fut présenté aux donateurs de l'ERH, le projet a suscité un intérêt tout particulier du FNUAP. Malheureusement, cet intérêt du FNUAP ne s'est pas traduit en engagement plus ferme pour des raisons diverses dont les nombreux changements, intervenus depuis lors dans la tutelle du projet ne sont pas des moindres.

Toutefois, le FNUAP vient de conclure avec le Gouvernement du Sénégal un accord de projet de "bien être familial" d'un montant de US \$ 1 505 860 dont les objectifs à court terme du volet Promotion Humaine rejoignent ceux qui avaient été retenus pour le projet soumis au CILSS.

Il y a donc lieu, pour éviter des duplications coûteuses, de reconsidérer le projet élaboré en 1977 et cela d'autant plus que certains groupements ont reçu depuis lors, en plus des financements évoqués plus haut, un concours financier de l'USAID et du Canada. Les responsables du projet rencontrés par la mission sont disposés à travailler en étroite collaboration avec le CILSS pour cette mise à jour indispensable.

## B. Mauritanie

En Mauritanie, 3 projets ont fait l'objet d'investigation par la mission. Il s'agit des projets :

- centre de formation technique de la SONADER ;
- centre national d'enseignement social ;
- brigades mobiles d'animation rurale.

### 1. Centre de formation technique de la SONADER

D'un montant de 3 067 906 € (chiffres de 1978), le projet a pour objectifs principaux de contribuer à élever le niveau général de qualification du personnel mauritanien dans le domaine de la maintenance et de la conduite des engins de génie rural, de diminuer le coût des aménagements d'environ de 20 000 UM/ha, d'augmenter le potentiel d'aménagement de la SONADER sans avoir à supporter les charges d'un accroissement proportionnel de son parc matériel.

Ces objectifs demeurent prioritaires de l'avis de tous les responsables rencontrés par la mission et la mise en oeuvre du projet paraît à tous d'autant plus urgents que l'équipement de la SONADER en matériel de génie rural -qui constituait la principale justification de l'ouverture du centre de formation et de perfectionnement- est acquis auprès du Fonds Saoudien de Développement. L'équipement sera mis en place avant la fin de l'année.

En attendant l'ouverture du Centre envisagé, les responsables de la SONADER vont devoir développer une formation sur le tas pour certains agents ou leur assurer une formation à l'extérieur dans le cadre de contrats ponctuels mais ce ne sont là que des "expédients" selon les termes des responsables, qui engagent le CILSS à poursuivre la recherche du financement de ce projet. Pour faciliter ce travail, ils ont indiqué leur disponibilité à mettre à jour leur projet selon le schéma type de proposition de financement adopté par la 12<sup>e</sup> Session Ministérielle du CILSS tenue à Ouagadougou en janvier 1980.

## 2. Création d'un Centre National d'Enseignement Social

Ce projet d'un montant estimé en 1977 à 1 391 896 \$ a été soumis par les autorités mauritaniennes au PNUD à l'occasion de la réunion annuelle du Programme d'assistance de cette agence à la Mauritanie tenue du 3 au 26 Mars 1980.

Le PNUD a donné son accord pour une subvention de 520 000\$ qui devrait servir à la construction de locaux modestes et à la fourniture d'un minimum d'assistance technique.

Par ailleurs, il fournira pour une durée de 6 mois/hommes 2 consultants : un architecte pour le style des bâtiments et un spécialiste des programmes pour l'élaboration du statut.

A l'issue de cette mission de consultation qui aura lieu à partir de septembre, un document de projet sera élaboré qui comportera des indications plus précises sur le coût du projet.

La contribution du PNUD pourra sans doute couvrir la construction des locaux et permettre de recruter quelques enseignants mais elle devra vraisemblablement être complétée par d'autres concours financiers pour la mise en oeuvre totale du projet.

Aussi, les responsables mauritaniens ont-ils demandé à la mission de poursuivre le travail de sensibilisation de la communauté internationale, notamment des organisations non-gouvernementales.

### 3. Brigades mobiles d'animation rurale

Le problème de l'animation des populations rurales occupe une place centrale dans le 2<sup>e</sup> Plan de développement économique et social de la Mauritanie et confère à ce projet une importance particulière, son objectif étant rien de moins, en effet, que de faire participer les populations rurales à leur propre développement d'une façon active et volontaire.

Le Ministère du Développement Rural, maître d'oeuvre du projet, a procédé en fin 1978 à la réactualisation du document soumis au CILSS en 1977. Cette réactualisation s'est faite dans le sens d'une baisse du financement requis : celui-ci n'est maintenant que de 866 475\$ alors qu'il était initialement de 1 597 697\$. Cette baisse substantielle devrait favoriser une intervention des donateurs qui trouvaient le projet trop coûteux ; l'on pense notamment à l'AID qui avait été approché par les responsables du projet.

À l'heure actuelle, le projet connaît un début d'exécution grâce à une contribution de 50 000\$ de la FAO qui a permis l'équipement de 2 brigades.

Un financement additionnel est à rechercher et à cet effet l'UNSO a été contacté en mars 1979.

Les cadres de la Division des Groupements pre-coopératifs et des mutuelles agricoles souhaitent donc que le CILSS les appuie auprès de cette organisation. Par ailleurs, ils se sont montrés disposés à travailler avec des experts du CILSS à une réévaluation du projet qu'ils estiment indispensable compte tenu des apports de la FAO d'une part, des contraintes liées à la contrepartie gouvernementale d'autre part.

### III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

- 1) A l'exception du projet ENEA au Sénégal, aucun des projets Education-Formation du Sénégal et de la Mauritanie n'est entièrement financé. Cependant, tous ont bénéficié de concours financiers partiels de la communauté internationale.

- 2) Dans les deux pays, une mise à jour des projets s'impose. Dans certains cas -et ce sont les plus nombreux- il s'agira d'une simple réévaluation des coûts, dans d'autres il s'agira d'une reformulation.
- 3) Il est recommandé que le Secrétariat Exécutif du CILSS reste en contact étroit avec les responsables du secteur Ressources Humaines dans les deux pays et se tienne prêt à leur apporter toute l'assistance qu'ils pourraient requérir dans ce travail de réévaluation ou de reformulation.

LISTE DES RESPONSABLES RENCONTRÉS

SENEGAL

- Monsieur Falilou M'Backé GUEYE, Correspondant National du CILSS
- Monsieur Famara DIEDHIOU, Directeur des Maisons Familiales Rurales du Sénégal
- Monsieur CHARUEL, Représentant de l'Union Nationale des Maisons Familiales de France
- Melle Animate M'BENGUE, Conseiller Technique au Ministère de la Promotion Humaine
- Monsieur Sam REA, Program Officer, USAID
- Monsieur LOOKY, Coordonnateur FNUAP
- Melle A. ZINSOU, FNUAP
- Monsieur G. DELMAS, Conseiller Spécial du BIT pour le Sahel

MAURITANIE

- Monsieur Aliou Ibra BA, Directeur des Affaires Sociales au Ministère du Travail, de la Santé et des Affaires Sociales
- Monsieur Ahmadou Tidiane KANE, Division des Groupements pré-coopératifs et des mutuelles agricoles
- Monsieur Hamet Yaya DIALLO, Département Etudes et Travaux de la SONADER
- Monsieur Assane DIOP, Directeur des Etudes et de la Programmation - Ministère de l'Economie et des Finances
- Monsieur Amadou Tidiane LY, Direction des Etudes et de la Programmation
- Monsieur GAUTIER, Représentant Résident Adjoint du PNUD
- Monsieur John HOSKINS, Directeur de la Mission USAID
- Ms Linda NEU HAUSER, Mission USAID

RAPPORT DE LA MISSION DU COMITE EXECUTIF DE L'EQUIPE DES RESSOURCES HUMAINES (CEERH)  
EN REPUBLIQUE DES ILES DU CAP VERT (DU 20 au 27 MARS 1980)  
ET EN REPUBLIQUE DE GAMBIE (DU 31 MARS AU 3 AVRIL 1980)

---

En application des recommandations issues de la 3e session du Comité Exécutif de l'Equipe des Ressources Humaines (CEERH) tenue à Ouagadougou les 17 et 18 janvier 1980, et notamment de celle relative au suivi du Programme de Première Génération de l'équipe, une mission du CEERH a séjourné à Praia (République des Iles du Cap-Vert) du 20 au 27 mars 1980 et à Banjul (République de Gambie) du 31 mars au 3 avril 1980.

Le rapport qui suit rend compte des résultats acquis par la mission qui comprenait Monsieur Alioune SALL, Conseiller pour les Ressources Humaines au Secrétariat Exécutif du CILSS et animateur du CEERH et Monsieur Gérard DELMAS, Conseiller spécial au BIT pour le Sahel et membre du CEERH.

Dans une première partie sont présentés les objectifs de la mission ; le déroulement de la mission est développé dans la deuxième partie ; quelques recommandations, enfin, sont formulées dans la troisième partie de ce rapport auquel sont annexées pour la compléter, une liste des documents consultés et une autre des personnalités rencontrées par la mission.

## I. OBJECTIFS DE LA MISSION

Les objectifs de la mission étaient au nombre de trois.

Le premier était de renouer le contact avec les cadres de la Gambie et du Cap-Vert et les responsables de l'assistance bi ou multilatérale dans ces pays intéressés par la mise en oeuvre des projets ressources humaines présentés au CILSS par ces pays. Cette tâche s'avérait d'autant plus urgente que des transformations substantielles s'étaient opérées dans l'équipe depuis sa dernière rencontre avec les donateurs tenue en septembre 1978 à Niamey, avec notamment la création d'un CILRH chargé entre les sessions élargies de l'équipe de poursuivre la réflexion sur les voies et moyens d'une valorisation accrue des ressources humaines du Sahel et d'assurer le suivi des projets du Programme de Première Génération qui en sont le moyen.

Le second objectif de la mission était de faire le point sur l'état d'avancement des projets ressources humaines qui avaient suscité un intérêt de la part des sources de financement, à qui fut présenté en septembre 1978 à Niamey, le Programme Ressources humaines élaboré conjointement par le CILSS et le Club du Sahel en 1977 à Dakar (1) et réactualisé au cours de l'été 1978. Dans le cas du Cap-Vert et de la Gambie le nombre de projets de ce type s'élevait à dix (10) (sur 20 projets présentés) pour un coût approximatif de US \$ 14 050 000. Quelques données fournies par des sources de financement dans le courant de l'été 1979 complétées par les informations fournies par les délégations des deux pays à l'occasion du 12e Conseil des Ministres du CILSS (Ouagadougou 11 - 12 janvier 1980) avaient permis une première approche de l'état actuel du financement de ces projets mais nombre de lacunes subsistaient encore qu'il devenait urgent de combler afin de parvenir à une photographie plus précise de la situation des projets ressources humaines.

Le troisième objectif de la mission était d'une part de s'assurer auprès des responsables concernés de la pertinence d'un certain nombre de projets inscrits au programme de l'équipe depuis 1977 mais pour lesquels aucune source de financement n'a manifesté jusqu'ici un intérêt particulier et d'autre part, dans les cas où l'intérêt des responsables pour ces projets était établi, de procéder à la réactualisation des données de base contenues dans les fiches de projets et quelquefois altérées par le temps.

## II. DEROULEMENT RESULTATS DE LA MISSION

Au Cap-Vert comme en Gambie, la mission a débuté ses travaux par des entretiens avec les responsables du Comité National CILSS, en l'occurrence Monsieur Carlos SILVA au Cap-Vert et Monsieur Tamsar M'BYE en Gambie, les correspondants nationaux Antonio PIRES et Dr Wally N'DOW se trouvant en mission au moment de l'arrivée de la mission CILRH.

C'est avec ces responsables que dans les deux pays visités le programme de travail, ainsi que le calendrier, a été élaboré qui prévoyait des rencontres avec différents services ou départements nationaux d'une part, des ressources d'assistance bi ou multilatérale d'autre part. En annexe est donnée la liste des cadres ainsi rencontrés.

---

(1) d'où l'appellation de Programme de Dakar par laquelle est désigné parfois ce programme.

Dans les deux pays, la mission s'est terminée par une séance de travail avec les responsables du Comité National CILSS au cours de laquelle les résultats de la consultation ont été présentés et quelques unes des recommandations discutées.

Les résultats de la mission sont présentés dans deux chapitres consacrés respectivement au Cap-Vert et à la Gambie.

La méthode de présentation retenue est la même pour les deux pays.

Les projets du "Programme de Dakar", divisés en deux catégories selon les intérêts qu'ils ont ou non suscités à la rencontre avec les donateurs en septembre 1978, sont présentés dans leurs derniers développements connus de la mission.

En troisième lieu sont présentés quelques projets hors programme mais qui ont une incidence directe sur la politique de valorisation des ressources humaines dans ces pays et qui peuvent donner lieu à des activités complémentaires à celles envisagées dans les projets du programme.

#### A. LES PROJETS DU CAP VERT

##### 1) Projets ayant suscité un intérêt à Niamey

##### 1.1. Deuxième tranche du Programme national de constructions scolaires et de logements de maîtres

La mission n'a pu rencontrer les responsables du projet au Ministère de l'Éducation et de la Culture. Mais selon les informations fournies par Monsieur le Secrétaire d'État au Plan et à la Coopération; la Suisse a concrétisé ses intentions de coopération en contribuant partiellement au programme. Une contribution partielle d'une ONG allemande a été également mentionnée par le Secrétaire d'État au Plan et à la Coopération.

On peut donc considérer que le projet a démarré mais en l'absence d'informations précises quant au niveau de financement obtenu, informations qui doivent être communiquées par le responsable du projet, dans les jours prochains, il est hasardeux de le considérer comme financé entièrement.

##### 1.2. Réorganisation de l'école technique de Mindelo et assistance pour la formation

Le projet exécuté par le BIT sur financement belge d'environ 1 230 000 US \$ a démarré le 1er novembre 1979 avec l'arrivée d'un expert conseiller en formation professionnelle, chef d'équipe.

Les formations doivent faciliter l'exécution des projets de production retenus dans le cadre du CILSS/Club du Sahel et plus particulièrement en ce qui concerne le développement des ressources en eau potable et d'irrigation (forage, pompage) de la pêche (motorisation des embarcations de pêche existantes, traitement et commercialisation des produits de la pêche ...)

La contribution belge couvre les besoins du projet jusqu'en fin 1982. Le projet peut donc être considéré comme entièrement financé.

### 1.3. Soutien au système national coopératif

Trois pays ont déjà exprimé leur volonté de coopérer à la mise en oeuvre de ce projet pour lequel l'intérêt du gouvernement cap-verdien a été réaffirmé à la mission par le Secrétaire d'Etat au Plan et à la Coopération lui-même : il s'agit du Danemark, de la Norvège et de la République Fédérale d'Allemagne.

Sur la base des intentions de coopération exprimées par ces pays, les autorités cap-verdiennes envisagent de faire démarrer le projet sur des fonds PNUD qui pourraient être relayés par une assistance bilatérale.

Une telle formule rencontre l'agrément du Représentant Résident du PNUD qui pourrait financer le projet en empruntant sur le prochain CIP. La requête, en cours d'élaboration, porte sur une contribution extérieure d'environ 400 000 US \$. Si elle est acceptée par le Secrétaire d'Etat au Plan et à la Coopération et introduite auprès du PNUD avant la fin du deuxième trimestre, le projet pourra démarrer dans le courant du dernier trimestre 1980.

### 1.4. Promotion de petites entreprises féminines

Les justifications à ce projet qui consiste en la mise à la disposition des Affaires Sociales du Ministère de la Santé d'un expert en matière de promotion de petites entreprises féminines pour une durée de 6 mois se sont faites plus pressantes qu'en 1978 où le projet a été présenté au CILSS. En effet, comme ont tenu à le souligner les responsables cap-verdiens rencontrés, la recherche de l'efficacité dans l'action de développement autant que les exigences d'équité sociale commandent plus que jamais la mobilisation pleine et entière des femmes qui constituent dans ce pays plus de la moitié de la population active.

L'intérêt du FNULP pour ce projet ne s'étant pas concrétisé jusqu'ici, la mission s'est entretenue avec le Représentant Résident du PNUD pour voir dans quelle mesure la formule envisagée pour le financement du projet de soutien au système national coopératif pourrait être appliquée à ce projet également.

Devant l'intérêt marqué du Représentant Résident pour ce projet, une requête a été préparée pour être soumise, à brefs délais, au Secrétaire d'Etat au Plan et à la Coopération pour avis et soumission éventuelle au PNUD.

### 1.5. Infrastructures sanitaires

En l'absence du Secrétaire Général du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales au moment du passage de la mission, les informations relatives à ce projet pour lequel l'USAID avait manifesté un intérêt ont été fournies à la mission par le Secrétaire d'Etat au Plan et à la Coopération et par le Correspondant National CILSS.

Le premier a indiqué que le volet dépôt régional de médicaments de ce projet avait été financé par l'ONU mais que ce financement est présentement terminé.

état

Le second a fait de l'avis favorable émis par la G.T.Z. sur la requête de coopération introduite par le Cap-Vert auprès de l'Allemagne

en Octobre 1979 pour le financement du volet centre de formation de cadres.

Comme pour le projet constructions scolaires mentionné au 1.1., il a été convenu avec le Correspondant National du CILSS que le Secrétaire Général du Ministère de la Santé ferait parvenir au Secrétariat une note sur le montant des financements acquis afin de lui permettre de situer la mesure des efforts qui restent à déployer pour la mise en oeuvre totale du projet qui, en l'état actuel des informations, ne peut être considéré que comme partiellement financé.

## 2. Projets n'ayant pas suscité d'intérêt à Niamey

Le projet qui prévoit la formation, en deux ans, de 60 agents et moniteurs sociaux en vue d'une extension des activités de la Direction des Affaires Sociales du Ministère de la Santé a démarré en Mai 1979 avec le recrutement de la première promotion. Cette première promotion de 29 agents, dont 10 hommes, achève sa formation en juillet 1980.

Pour celle-ci, une assistance a été obtenue du Portugal (deux experts qui, avec une homologue nationale, supervisent la formation) et de l'UNICEF qui a financé l'équipement et le transport.

Le FNUAP devait financer les bourses de formation mais, pour des raisons administratives semble-t-il, ce financement n'est pas intervenu à temps et la Direction des Affaires Sociales a dû recourir à un crédit du Ministère des Finances que le FNUAP a promis de rembourser.

Le FNUAP a également manifesté son intention de financer les bourses pour la deuxième promotion qui, selon le planning des responsables rencontrés, commencera sa formation en janvier 1981.

Dans la période Août 1980 - Janvier 1981 interviendra une évaluation qui devrait permettre d'approcher de façon plus fine l'insertion pratique des agents formés dans le processus de développement.

D'ores et déjà, il apparaît nécessaire de leur assurer une certaine mobilité pour que leur formation ait tous les effets escomptés par la Direction des Affaires Sociales et notamment celui de rapprocher cette structure des réalités villageoises. Pour leur assurer cette mobilité qu'impose la dispersion des villages, les responsables rencontrés souhaiteraient pouvoir équiper ces agents en motocyclettes avec un stock de pièces de rechange : 30 seront nécessaires dès juillet 1980 et autant en 82 lorsque la 2e promotion achèvera sa formation.

La Directrice des Affaires Sociales, responsable du projet, souhaite pouvoir bénéficier de l'appui du CILSS dans les démarches qu'elle va effectuer auprès de l'UNICEF et de diverses ONG opérant dans le Sahel en vue d'en obtenir le financement.

.../...

## 2.2. Fonds de formation pour techniciens et cadres de l'élevage

Le projet, présenté au CILSS en Août 1978, se justifie par la faiblesse numérique des cadres cap-verdiens dans ce domaine ; à ce jour, il n'existe qu'un docteur-vétérinaire national dans tout le pays.

Depuis août 1978, les besoins en cadres pour ce secteur se sont accrus ; une mission de l'équipe élevage du CILSS/Club les a situés à alors qu'ils étaient de il y a moins de deux ans.

Par ailleurs, les besoins se sont diversifiés dans la même période : aux besoins de formation, se sont ajoutés les besoins en spécialisation et perfectionnement qui procèdent de la volonté de tirer le meilleur parti possible de l'ensemble des potentialités humaines en pays en vue d'accroître la contribution du secteur élevage à l'effort de développement.

Le projet garde donc toute son actualité aux yeux des responsables rencontrés.

## 2.3 Fonds de formation des cadres en défense et restauration des sols (D.R.S.)

Parce qu'au Cap Vert, plus qu'ailleurs peut-être, le développement n'est guère envisageable sans une défense et restauration des sols -qui restent la base productive de plus de 80 % de la population- les programmes de formation dans ce domaine ont été gratifiés d'une priorité certaine par les autorités cap-verdiennes.

C'est ainsi que depuis août 1978, une dizaine de cadres nationaux appelés à servir à la Direction de la Conservation et de l'Aménagement des Ressources Naturelles ont suivi et/ ou suivent des cours d'hydrologie, de génie rural, de pédologie, etc. au Centre Agrhymet de Niamey et dans diverses universités des Etats-Unis et du Brésil.

A ceux-là s'ajoutent les cadres qui ont participé à la session de formation organisée par l'équipe Ecologie-Forêt du CILSS/Club du Sahel (1) sur la défense et restauration des sols et dont une partie -le travail de terrain- s'est déroulée au Cap-Vert du 18 au 25 Novembre 1979.

Le démarrage d'un certain nombre de projets D.R.S., enfin, a permis d'envisager une formation sur le tas non négligeable.

Pour ces raisons une réévaluation des besoins en formation s'impose que la mission n'a pu mener à bien faute d'éléments d'appréciation suffisants. Il a été convenu, toutefois, que les données nécessaires à une réactualisation du document présenté au CILSS en 1978 seront communiqués au CILSS par les responsables concernés dans les meilleurs délais.

## 2.4. Programme national d'alphabétisation et de communication des adultes

La seule information relative à ce projet du Ministère de l'Éducation et de la Culture émane du Secrétaire d'État au Plan et à la Coopération : elle fait état d'une contribution modeste de la Suisse.

A l'instar de ce qui a été arrêté pour le projet de constructions scolaires (voir 1.1.), il a été convenu avec le Correspondant National du CILSS que les responsables du projet communiqueront au CILSS l'état d'avancement et les besoins en assistance actuels du projet.

(1) Grâce à un concours financier de l'USAID et du FAC

## 2.5. Programme de vaccination

Des informations fournies par le Secrétaire d'Etat au Plan et à la Coopération, aucune contribution extérieure n'a été enregistrée pour ce projet qui a démarré sur financement exclusivement national.

En l'absence du Secrétaire Général du Ministère de la Santé, maître d'oeuvre du projet, les mêmes dispositions que celles envisagées pour le projet précédent ont été retenues.

## 3. Projets hors programme

La mission a été informée de la préparation de deux projets de formation professionnelle.

3.1. Le premier est un projet de formation et perfectionnement de secrétaires dactylographes pour répondre à une demande croissante du secteur public et privé.

Pour ce projet qui sera vraisemblablement exécuté par l'OIT, le PNUD est prêt à financer l'expertise et la France à fournir l'équipement.

3.2. Le second projet est à l'heure actuelle au stade d'idée de projet. Il s'agit de la création, envisagée, d'un institut professionnel qui viserait trois catégories bien distinctes :

- ceux qui sont dans le système scolaire classique
- ceux qui sortent du système scolaire sans avoir achevé le cycle normal
- les travailleurs non qualifiés.

Les autorités cap-verdiennes sont en contact avec le Portugal et le Brésil autour de cette idée à laquelle ils comptent intéresser la Norvège ou le Danemark.

## B. LES PROJETS DE LA GAMBIE

### 1) Projets ayant suscité un intérêt à Niamey (septembre 1978)

Un projet de participation des femmes au développement et quatre projets de santé avaient été accueillis favorablement par les sources de financement à Niamey.

#### 1.1. Support for the establishment of a women's bureau

Les activités féminines ont reçu en Gambie un nouvel élan avec la mise sur pied d'un service chargé des affaires féminines (women's Affairs) agissant comme organe exécutif du Conseil des femmes (Board of Women) et rattaché directement au Bureau du Président (Président's Office).

Une coordinatrice a été nommée, qui a pris fonction depuis trois mois; des commissions se constituent pour réfléchir sur des possibilités d'amélioration de la situation des femmes du point de vue de l'éducation et de l'emploi, de l'organisation sociale, du droit, de leur intégration dans les projets de développement etc.

L'assistance extérieure n'est malheureusement pas venue soutenir jusqu'ici l'effort de structuration mené par les responsables gambiens.

Les besoins dans ce domaine ont été évalués en août 1978 à 334 880 US \$ ; un financement était espéré du FNUAP qui avait exprimé un vif intérêt pour le projet à Niamey.

Un manque de suivi et non d'intérêt semble, seul, expliquer que le FNUAP n'ait pas apporté son soutien à ce projet qui consiste en premier lieu à former des cadres gambiens dans des domaines-clés comme les méthodes de recherche-action, les technologies appropriées, la promotion de petites entreprises, la communication etc., en second lieu à mettre en place un système de crédit à des groupements féminins à faible taux d'intérêt inspiré de l'expérience du projet IBAS que l'on évoque plus bas dans ce rapport.

A l'heure actuelle, les contacts sont renoués entre le FNUAP et les responsables nationaux du projet ; ceux-ci se sont engagés à préparer un nouveau document de projet, pour l'élaboration duquel, une assistance du CILSS pourrait s'avérer nécessaire.

## 1.2. Les projets santé

Quatre des cinq projets santé de la Gambie avaient été favorablement accueillis à Niamey ; il s'agit de ceux intitulés :

- Strengthening rural health services
- Establishment of a health planning unit
- Rural water supply
- Creation of an endemic disease control unit.

Des quatre projets, seul le premier a démarré sous l'appellation de "Strengthening of basic MCH services in rural Gambia" qui recouvre un Programme Élargi de vaccination et un Programme de Soins de Santé Primaire (en anglais EPI et PHC).

Les activités préparatoires à ce projet ont bénéficié d'une assistance du FNUAP.

Plusieurs problèmes se posent toutefois pour la mise en oeuvre effective du projet.

Les facteurs limitants sont, grosso modo, les mêmes pour la composante EPI et pour la composante PHC : insuffisance numérique des cadres nationaux, faiblesse des moyens de fonctionnement et de l'équipement.

Quelques-uns de ces problèmes, ainsi que les besoins en assistance extérieure qui en découlent, en particulier ceux relatifs au volet PHC, ont fait l'objet d'une analyse fouillée dans le "Plan d'action 1980/81 - 1985/86" élaboré par une équipe de l'OMS en collaboration avec les autorités nationales.

Selon les responsables du Ministère de la Santé, ces besoins pourraient être couverts par une contribution du FNUAP. Un document de projet a donc été élaboré qui, au moment du passage de la mission, était soumis à l'examen du Cabinet pour approbation.

Pour les autres projets Santé, aucun financement n'a été obtenu encore, semble-t-il. Un effort tout particulier est donc requis du CILSS pour sensibiliser les bailleurs de fonds à l'importance que continuent de leur accorder les responsables nationaux de la Santé.

## 2. Projets n'ayant pas suscité d'intérêt à Niamey

## 2.1. Multipurpose training centre at Basse

par Faute d'avoir pu rencontrer les responsables du projet présenté/les services de vulgarisation du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles, la mission n'est pas à même de statuer sur l'état d'avancement de celui-ci.

Cependant, il a été porté à la connaissance de la mission qu'un projet présentant beaucoup de similitudes avec celui du Ministère de l'Agriculture a été élaboré par le Département de la Jeunesse, des Sports et de la Culture. Après des discussions auxquelles a pris part la mission, les responsables du Comité National du CILSS et ceux du Département de la Jeunesse, ont convenu qu'il y a grand intérêt à intégrer les deux projets pour éviter une dispersion coûteuse et parvenir à une plus grande cohérence dans la démarche éducative.

Pour définir les principes directeurs d'une telle intégration, une réunion sera organisée sous l'égide du Comité National du CILSS qui regroupera les principaux responsables concernés des deux services. Une assistance du CILSS pourrait par la suite être requise pour l'élaboration d'un document de projet unique mais qui tienne compte des apports et préoccupations spécifiques des deux services.

## 2.2. Assistance to curriculum Reform in the Gambia.

Grâce à diverses contributions extérieures, la réforme des programmes d'éducation telle qu'envisagée dans le "Ten year policy for the development of Education 1976-1986" a pu connaître un démarrage.

Une contribution de l'UNICEF d'un montant de 31 400 \$ a couvert l'équipement de production pour le démarrage.

Pour les bourses, US \$ 113 050 ont été obtenus de la République Fédérale d'Allemagne et d'un projet UNESCO/Arabie Saoudite pour la Gambie.

Le British Council a financé huit semaines de consultation et, récemment, offert au projet des ouvrages professionnels d'une valeur totale d'environ £ 2 000.

Enfin le SEPA et l'ASSP ont financé chacun deux semaines de consultation.

Certains volets du projet ayant été ainsi financés, les responsables du "National Curriculum Development Centre" ont réévalué les besoins en assistance extérieure. Par rapport au projet initial, la réévaluation a été tantôt dans le sens de la baisse : c'est le cas avec le poste "équipement des écoles" passé de 505 000 US \$ à 210 000 \$, tantôt dans le sens de la hausse : il en est ainsi avec le poste "construction de bureaux", les effectifs en personnel s'élevant déjà à 50 alors que les estimations avaient été faites sur la base de 40 agents en fin de projet.

Le projet réactualisé se chiffre à 1 130 000 US pour les quatre ans à partir de septembre 1980.

.../...

La contribution extérieure servira à couvrir :	en US \$
- l'achat du matériel de production pour les 30 classes pilotes .....	20 000
- les coûts de publication .....	780 000
- l'équipement des écoles .....	210 000
- le transport .....	50 000
- le recyclage des maîtres .....	60 000
- imprévus .....	10 000
soit au total .....	<u>1 130 000</u>

La requête a été présentée à la Banque Mondiale à travers le projet de Développement Rural qu'elle finance en Gambie conjointement avec l'ODM et la BADBA.

Les responsables Gambiens souhaiteraient pouvoir bénéficier de l'appui du CILSS dans cette démarche.

### 2.3. Strengthening Rural Vocational training programme

Le projet de formation professionnelle rurale qui est une partie du Programme National de Formation professionnelle (1) est entré depuis Janvier 1979 dans sa deuxième phase. Il a bénéficié dans sa première phase d'une contribution de la CEE (100 000 u.c.) et du PNUD (70 000 \$).

Pour la deuxième phase qui doit durer quatre ans et demi (Janvier 79 - Juin 1983) les besoins en assistance sont évalués à 2.500 000 \$ (2) et trois possibilités de financement ont été envisagées par le President's Office dont dépend le projet.

- Financement du programme dans sa globalité
- Financement du premier cycle Janvier 1979 - Juin 1980
- Financement des éléments du premier cycle

Pour l'heure, seules ont été obtenues, pour cette deuxième phase, des contributions du PNUD (190 000 \$), de la CEE (260 000 \$) et de la Banque Mondiale à travers le Rural Development Project (340 000 \$) ; si elles permettent de couvrir les besoins du 1er cycle de la 2e phase (Janvier 1979 - Juin 1980) estimés à 200 000 \$, elles restent insuffisantes par rapport au financement total requis : 2 500 000 US \$. Des contacts ont été pris par les autorités Gambiennes, au plan bilatéral, avec la CEE et l'Algérie mais les responsables du projet rencontrés n'avaient pas encore connaissance des résultats de ces initiatives au moment du passage de la mission.

Jusqu'à plus amples informations, le projet doit donc être considéré comme partiellement financé et le financement complémentaire recherché par le CILSS.

(1) Assisté par le PNUD et exécuté par l'ODM

(2) Sur la base d'une population cible de 137 150 représentants la tranche d'âge 15-29 ans en milieu rural, le coût unitaire de la formation est de

$$\frac{2\,500\,000\text{ US \$}}{137\,150 \times 4,5} = 4\text{ \$ par personne et par an.}$$

#### 2.4. Strengthening of the Indigenous Business Advisory Schema (IBAS) and Gambian artisans marketing cooperative (GANCO)

Depuis sa présentation au CILSS, le projet a connu une évolution favorable. Il a en effet bénéficié depuis août 1978 d'une assistance de l'UNCDF (1 200 000 Dalasis), du PNUD et de la Banque Mondiale qui ont permis d'étendre les activités de crédit et de les porter pour l'année en cours à 700 000 Dalasis.

Non moins essentiel aura été, pendant cette période, l'apport du Gouvernement Gambien. Celui-ci en effet a pris des mesures pour relayer le personnel international (passé de 6 à 4 experts dont un expert associé) en nommant un directeur national et en affectant à plein temps au projet 32 agents dont 16 professionnels.

Ce renforcement du personnel local a permis au projet d'étendre ses activités au-delà de Banjul et de sa région et de s'implanter à Farafenic et Basse, ce qui porte le nombre de centres à trois.

Une évaluation tripartite du projet (PNUD-CIT-Gambie) est prévue dans le courant du mois d'avril. Elle devrait préparer la 2e phase du projet et évaluer les besoins en assistance pour celle-ci.

Les responsables du projet se sont engagés à communiquer au CILSS les résultats de cette évaluation ainsi que les besoins en financement.

C'est donc un projet qui a démarré mais pour lequel un financement devra encore être recherché par le CILSS.

#### 3. Projet hors programme

En marge des projets du programme de première génération, la mission s'est penchée sur le projet de Renforcement de l'Education, de la Formation et de la Gestion coopératives dont les objectifs immédiats sont :

- Elaborer et mettre en oeuvre des programmes d'éducation et de formation pour le secteur coopératif basés sur des enquêtes et évaluation appropriées
- Identifier les problèmes relatifs à la collecte, au stockage et à l'évacuation des produits agricoles et améliorer ou, si nécessaire, introduire des techniques de gestion au niveau des groupements.
- Introduire des plans adaptés pour une meilleure utilisation des véhicules de transport coopératif.

Le projet qui sera exécuté par le BIT sur financement de la Norvège est d'un coût total de 489 585 \$ pour une période de 3 ans.

Selon les informations fournies par le Registrar of Cooperatives, les dernières dispositions pratiques doivent être établies en mai et le projet démarré dans le dernier trimestre de l'année.

### III CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

#### 1) Conclusions

- 1.1. Des progrès importants dans la mise en oeuvre des projets.  
ressources humaines sont enregistrés dans les deux pays visités par la mission.

Du bilan des intentions de coopération en matière de projets de formation, participation et santé des populations rurales, établi après la réunion de Niamey, il ressortait que 10 des 20 projets présentés par le Cap Vert et la Gambie, ont donné lieu à des manifestations d'intérêt de la part des bailleurs de fonds. Aujourd'hui le nombre de projets qui connaissent un début d'exécution s'élève à 12, pour les deux pays.

Même si ce chiffre global cache des disparités importantes (3 projets sur 10 sont concernés au Cap Vert et seulement 4 sur 10 en Gambie), il signifie <sup>au</sup> moins que le Programme de Dakar contient des idées de projets intéressantes et beaucoup plus qu'on ne serait autorisé à le croire si l'on songe d'une part aux conditions de son élaboration, d'autre part aux critiques d'incohérence que lui adressent certains de ceux qui ont participé à son élaboration.

- 1.2. L'engagement de la communauté internationale a été substantiel,

Même si les contours de cet engagement ne correspondent pas tout à fait aux manifestations d'intérêt exprimées à Niamey. En effet, des 12 projets qu'en l'état actuel des informations la mission peut considérer comme ayant démarré, seulement trois au Cap Vert et un en Gambie ont été financés par des sources qui avaient manifesté leurs intentions de coopération. Il s'agit, pour le Cap Vert, des projets

- Constructions scolaires
- Ecole technique Mindelo
- Système national coopératif, dans une certaine mesure

et pour la Gambie, du projet

- Rural Health Services.

Pour la plus grande majorité des projets ayant démarré (9 sur 12), aucun intérêt n'avait été manifesté à Niamey par les donateurs présents : c'est le cas, pour le Cap-Vert avec les projets :

- Renforcement de la formation d'agents et moniteurs sociaux
- Fonds de formation pour techniciens et cadres de l'élevage
- Formation des cadres défense et restauration des sols
- Programme national d'alphabétisation des adultes
- Programme de vaccination ;

c'est le cas également pour la Gambie avec les projets :

- Assistance to Curriculum Reform in the Gambia
- Strengthening rural vocational training programme
- Strengthening of indigenous business advisory service.

Cette constatation doit inciter à revoir quelque peu la signification des intentions de coopération exprimées au cours des rencontres de l'équipe avec les donateurs. Au moins deux enseignements peuvent être tirés.

Le premier est qu'il est hasardeux de se désintéresser d'un projet parce qu'à un moment donné, il ne paraît guère intéresser les sources de financement. Ce serait hasardeux compte tenu du fait que les intérêts des sources de financement ne sont pas figés ; à titre d'exemple on peut citer le fait que le PNUD finance actuellement trois projets en Gambie et la Suisse un projet au Cap-Vert pour lesquels leurs représentants à Niamey n'avaient pourtant pas exprimé d'intérêt particulier.

Le second enseignement qu'on peut tirer de ce qui précède est qu'il est souhaitable que l'équipe des ressources humaines diversifie ses partenaires et explore les possibilités de coopération qu'offrent des agences avec qui elle a jusqu'ici peu collaboré ; l'on songe notamment à l'UNICEF, à la Banque Mondiale, à la CEE, pour ne citer que des agences multilatérales non représentées à Niamey et/qui contribuent actuellement, à elles trois, à cinq projets qui ont démarré.

### 1.3. La priorité accordée par les gouvernements des deux pays à une politique de valorisation des ressources humaines est un fait notable

Au Cap-Vert comme en Gambie, la mission a relevé plusieurs indices de la détermination des responsables nationaux à mettre en oeuvre le plus largement possible les projets ressources humaines du programme de première génération. Au Cap-Vert par exemple, le Gouvernement a payé les bourses de formation des animateurs sociaux pour que la première promotion puisse être recrutée sans trop de retard. De même, il finance presque exclusivement sur fonds nationaux le programme de vaccination.

En Gambie, le mouvement de structuration des services chargés de la promotion féminine a reçu un soutien important du President's Office auquel est rattaché directement le bureau des Woman's Affairs. Des efforts importants ont été également déployés pour fournir le personnel national nécessaire au démarrage des activités du Curriculum Development et au projet IBAS.

Cette détermination des responsables nationaux a été, pour bien des projets qui ont démarré, un élément décisif d'attraction des contributions extérieures.

## 2. Recommandations

2.1. Parmi les projets qui ont démarré, rares sont ceux pour lesquels les contributions extérieures actuelles couvrent entièrement les besoins tels que décrits dans les fiches soumises au CILSS en 1977 et réactualisées pendant l'été 1978 ; un seul cas a été rencontré par la mission dans les deux pays visités : il s'agit du projet de réorganisation/technique de Mindelo. Pour tous les autres, les financements acquis sont en deçà des besoins et un financement complémentaire devra être recherché pour leur permettre d'atteindre leur vitesse de croisière. Le CILSS et le Club peuvent et sans doute doivent rester les instruments privilégiés de cette mobilisation des ressources supplémentaires nécessaires à la mise en oeuvre totale des projets qui ont démarré. Pour ce faire, il est recommandé qu'ils suivent plus

systematiquement les projets de ce type que la classification en trois types adoptée jusqu'ici range généralement dans la catégorie, imprécise, des projets ayant fait l'objet d'engagements.

2.2. Pour les projets qui n'ont pas démarré encore, des efforts accrus doivent être faits dans deux directions au moins.

2.2.1. Une sensibilisation, la plus large possible, des sources de financement

Du fait des retards enregistrés dans la préparation de la rencontre de l'équipe des ressources humaines avec les donateurs en septembre 1978, nombre de sources d'assistance n'avaient pu être représentées à Niamey. Ni l'UNICEF, ni le FED, ni la Banque Mondiale, pour ne citer que des agences qui ont contribué au démarrage des projets dans les deux pays visités, n'était représenté à Niamey.

La méthode de suivi qui consiste à travailler à partir des intentions exprimées à cette occasion présente donc le désavantage majeur de reléguer un peu au second plan des agences dont l'apport peut ne pas être négligeable.

Il convient de corriger cet état de choses par une information très large de l'ensemble des sources d'assistance bi ou multilatérale intervenant dans la région sur les projets ressources humaines du programme de première génération.

Dans cet effort de sensibilisation, les Organisations Non Gouvernementales ne devraient guère être oubliées ; en effet, par leur philosophie autant que leurs méthodes d'intervention, elles sont souvent à même de répondre à certains besoins des projets.

2.2.2. Une amélioration des dossiers de projets : dans ce domaine, de nombreux efforts sont déployés dans les deux pays visités par la mission mais les faiblesses restent encore importantes. Le CILSS et le Club pourraient pallier .. celles-ci en envoyant des experts qui appuieraient les cadres nationaux dans l'actualisation et la mise en forme des dossiers pour ceux des projets et ils sont nombreux qui soulèvent essentiellement des objections de forme.

FINNIE-WEI

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

/CAP VERT/

Son Excellence Monsieur José BRITO,

Mademoiselle Ida PAQUIN,

Madame Alcestina TOLONINO

Messieurs

Antonio PIRLS

Aguinaldo LISBOA-RAMOS,

Jacinto SANTOS,

Adelcides BARROS,

Luciano GONCALVES,

Antonio Advino SABINO,

Jorge Manuel SOARES DE BRITO,

Carlos SILVA,

Secrétaire d'Etat au Plan et à la  
Coopération

Représentant Résident du PNUD

Directrice des Affaires Sociales

Correspondant National du CILSS,  
Conseiller Spécial du Ministre  
du Développement Rural (MDR)  
Secrétaire Général du MDR, Vice-  
Président de l'Institut National  
das Cooperativas (INC)

Responsable de la section forma-  
tion et actions culturelles de  
l'INC

Responsable de la section  
Coopération agricole de l'INC  
Direction de la production animale  
Direction de la Conservation et de  
l'Aménagement des Ressources  
Naturelles

Directeur Général de la Fonction  
Publique

Correspondant a.i. du CILSS,  
Ingénieur au Ministère du  
Développement Rural

/GAMBIE/

Messieurs

Tamseer M'BYE

M.A. N'JIE

R.J. PERCY

Assistant Secretary .

National CILSS Secretariat

Director N.V.T.P.

Chief Technical Adviser, N.V.T.P.

Messieurs

M. SBNKO	Director of Curriculum Development Center
D. NYANG	Registrar of Coop. Societies
O. SEY	Director of Youth, Sport and Culture .
B. JAITEH GAYE	Youth Officer Project manager, Indigenous Business Advisory Services
F. FORD	Chief technical adviser, IBAS
Dr E.M. SAMBA	Director of Medical Services
Mrs MBOOGE	Ministry of Health
Mrs L. SAGNIA	Coordinator of Woman's Affairs, President's Office

LISTE DES DOCUMENTS CONSULTEES

/CAP VERT/

- Bases Gerais Das Cooperativas                      du 25 Août 1979
  
- Demande de financement extérieur :  
Réorganisation de l'Ecole Technique  
et Assistance pour la formation

/GAMBIE/

- The Gambia : Project No 2  
Assistance to Curriculum Reform in  
the Gambia
  
- The Republic of the Gambia  
President's Office  
National Vocational training  
programme Submission for AID Funding  
For the Rural Vocational Training  
Project    de Février 1980
  
- International Labour Organisation (ILO)  
Multi Bi Lateral Programme of Technical  
Cooperation  
PROJECT PROPOSAL  
Strengthening of Cooperative Education de Janvier 1980
  
- Rural Youth Development Centres  
Maccarthy Island Division and  
Upper River Division